

L'Europe a le dossier hongrois à l'œil

UE Les réformes controversées d'Orban

L'attention des institutions européennes sera chaque jour tournée vers les réformes controversées du Premier ministre hongrois, Viktor Orban, cette semaine, après un week-end marqué par de nouvelles manifestations à Budapest. Orban a fait promulguer une loi visant à priver de licence les instituts d'enseignement étrangers qui ne disposent pas d'un campus dans leur pays d'origine. Cette initiative vise notamment l'Université d'Europe centrale, financée par le milliardaire Soros, « bête noire » d'Orban.

George Soros sera reçu par le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, jeudi. « *On n'est pas politique, on n'est pas une ONG. Nous faisons ce que font toutes les universités, foutez-nous la paix* », a déjà déclaré, lundi soir, le recteur de l'université en question, Michael Ignatieff, lors d'une conférence à l'ULB. Un message qu'il avait déjà transmis plus tôt au 1er vice-président de la Commission, Frans Timmerman.

Procédures d'infraction

Ce mardi, Michael Ignatieff réitérera son appel à l'aide aux chefs des groupes libéral au Parlement européen, le Belge Guy Verhofstadt, et socialiste, l'Italien Gianni Pittella. De quoi leur donner du grain à moudre en amont de la visite d'Orban, attendu mercredi pour s'expliquer sur ses dernières innovations législatives devant le Parlement européen.

Face à ces développements, la Commission a annoncé, il y a deux semaines, qu'elle cherchait les arguments juridiques pour ouvrir des procédures d'infraction à l'encontre de Budapest notamment sur la compatibilité de la loi sur les universités avec la libre circulation des services et le droit d'établissement. Cette procédure lui permet de recaler toute initiative contraire au droit européen et peut finir devant la Cour de justice de l'UE.

Le bouquet final, samedi, pourrait venir du Parti Populaire européen (PPE), où siège le parti d'Orban, le Fidesz, celui de la

chancelière allemande, Angela Merkel, et chez nous le CDH et le CD&V. Les dirigeants du PPE se réuniront en marge du sommet européen dédié au Brexit. L'exclusion définitive du Fidesz semble peu probable, mais la patience face aux frasques d'Orban commence à s'épuiser. ■

ELODIE LAMER